

TRIBUNAL D'INSTANCE FÉDÉRAL DU DISTRICT DE PORTO RICO

LUIS ROJAS-BUSCAGLIA,

Plaignant

Contre

MICHELE TABURNO,

alias MICHELE VASARHELYI,

alias MICHELE VASARELY,

Défenderesse

AFFAIRE CIVILE NO. 09-2196 (JAG)

AVIS MOTIVÉ ET DÉCISION

GARCIA-GREGORY, Juge Fédéral

Une Demande de Changement de Juridiction a été adressée au tribunal par la défenderesse Michele Vasarely, priant le tribunal de transférer la présente affaire au Tribunal d'Instance Fédéral du District Nord de l'Illinois. (Registre n ° 24). Pour les raisons exposées ci-dessous, le Tribunal REJETTE la Demande.

FAITS

La présente affaire n'est qu'un élément d'un plus grand litige objet de plusieurs procès distincts. Vasarely a accumulé un grand nombre d'œuvres d'art et autres effets personnels suite au décès de son époux Jean-Pierre Vasarely, également connu dans la communauté artistique sous le nom d'Yvaral (« Yvaral »).¹ (Affaire Civile No. 10-1199 (MEL), Registre No. 1). Avant son décès, Vasarely et Yvaral se sont liés d'amitié avec Luis Rojas-Buscaglia (« Rojas »). (Registre n ° 3). Rojas affirme avoir eu une relation amoureuse avec Vasarely pendant dix ans, ce que Vasarely dément. (Registre n ° 10). C'est pendant la durée de cette relation présumée que Rojas et Vasarely ont accumulé conjointement des biens communs estimés par Rojas à 40 millions de dollars de biens immobiliers et personnels. Id. Le 26 juin

¹ Un certain quantum de cette propriété personnelle est susceptible de faire également l'objet d'une décision de justice française par laquelle le fils d'Yvaral a été nommé unique héritier d'Yvaral, et qui ordonne à Vasarely de restituer les biens d'Yvaral à son fils. 2009 WL 2973069, à * 1 (ND 111. 10 septembre 2009). Une procédure est actuellement en instance devant le Tribunal d'Instance Fédéral du District Nord de l'Illinois pour faire exécuter ce jugement. Id.

2009, Rojas a saisi le tribunal de première instance de Porto Rico, à Bayamon, d'une demande de partage de ces biens communs. (Registre No 1 Annexe 2). Vasarely a été assignée à comparaître dans le cadre de cette affaire le 2 novembre 2009, (Registre No 10), et a fait transférer l'affaire à la Cour Fédérale le 25 Novembre 2009, (Registre No 1). Le 19 mars 2010, Vasarely a introduit la présente demande de changement de juridiction. (Registre No 24).

Pendant la même période, le 29 septembre 2009, Vasarely a porté deux affaires devant le Tribunal du District Nord de l'Illinois. Le premier procès a été intenté à l'encontre du frère de Rojas, Hector Rojas («Hector»), accusant Rojas et Hector d'avoir frauduleusement mis un titre de propriété au nom d'Hector, au lieu du sien. 2009 WL 3268411. La demande de changement de juridiction ayant été rejetée, l'affaire reste bien sous la juridiction des tribunaux de l'Illinois, où les biens immobiliers en question sont situés. Id. Le second procès a été intenté à l'encontre de Rojas et Lourdimar Martinez Nadal, qui vit actuellement avec Rojas, et concerne également des biens immobiliers dans l'Illinois. (Registre No 10, 24).

Vasarely a intenté un troisième procès devant le Tribunal du District Nord de l'Illinois le 6 Octobre 2009 à l'encontre du Dr Fernando Zalduondo («Zalduondo»), accusant Rojas d'avoir donné à Zalduondo des œuvres d'art appartenant à Vasarely à son insu et sans sa permission. (Voir l'affaire No 10-1199 (MEL) Registre No 1). Rojas n'est pas partie à cette affaire. Id. Vasarely a alors introduit une demande de transfert de l'affaire au Tribunal d'Instance de Porto Rico. (Affaire Civile No 10-1199 (MEL) Registre No 33). Cette demande a été acceptée, et l'affaire est en instance à Porto Rico. (Affaire Civile No 10-1199 (MEL), Registre No 46).

Rojas a déclaré que les trois procès intentés par Vasarely dans l'Illinois concernent le partage des biens de la communauté. (Registre No 28). Les biens immobiliers objets du litige sont situés dans l'Illinois, alors que les biens personnels se trouvent à la fois dans l'Illinois et à Porto Rico. Id. C'est dans ce contexte, étant entendu qu'au moins une affaire devrait rester sous la juridiction des tribunaux de l'Illinois et qu'au moins une affaire devrait rester sous la juridiction des tribunaux de Porto Rico, que Vasarely demande le transfert de la présente affaire aux tribunaux de l'Illinois. (Registre No 24).

DISCUSSION

I. JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE TRANSFERT DE JURIDICTION

En application du 28 U.S.C. article 1404 (a), un tribunal d'instance peut transférer toute

action civile vers tout district où l'affaire aurait pu être engagée en prenant en considération «la commodité des parties et des témoins, et dans l'intérêt de la justice ». 28 U.S.C. § 1404 (a); voir Coady c. Ashcraft & Gerel, 223 F.3d 1, 11 (1er Cir 2000.). « L'article 1404 (a) accorde au tribunal d'instance le pouvoir discrétionnaire d'approuver des demandes de transfert en prenant en considération 'individuellement et au cas par cas la commodité et l'équité' ». Stewart ORQ., Inc c. Ricoh Corp, 487 US 22, 29 (1988) (citant Van Dusen c. Barrack, 376 US 612, 622 (1964)). Le tribunal d'instance a tout pouvoir discrétionnaire en matière de détermination de la juridiction en vertu de l'article 1404 (a) Voir Cianbro Corp c. Curran-Lavoie, Inc, 814 F.2d 7, 11 (1er Cir. 1987). La Cour Suprême a précisé quelques uns des facteurs d'intérêts privés à prendre en considération, parmi lesquels « la relative facilité d'accès aux sources de preuve, l'existence d'une procédure permettant la comparution forcée de témoins non désireux, et le coût d'une procédure de comparution de témoins désireux; la possibilité de se rendre sur les lieux;... et tous autres aspects pratiques pouvant rendre l'instruction de l'affaire facile, rapide et peu coûteuse. » Gulf Oil Corp c. Gilbert, 330 US 501, 508 (1947) (remplacé par la loi à d'autres motifs). Des facteurs d'intérêt public doivent être pris en considération parmi lesquels: les difficultés administratives liées à l'engorgement des tribunaux lorsque les litiges sont renvoyés vers des centres encombrés au lieu d'être traités à leur lieu d'origine ; l'intérêt à ne pas imposer des fonctions de juré à la population d'un communauté qui n'a aucun rapport avec le litige ; et l'intérêt local à voir des litiges nationaux réglés sur place. Id. à 508-09. Il est important de noter que cette liste de facteurs suggère simplement l'ensemble des considérations pertinentes et qu'elle n'est pas exhaustive. Royal Bed & Spring Co. c. Industria e Comercio Famossul de Moveis Ltda., 906 F.2d 45, 52 (1er Cir. 1990).

Il est bien établi que « le choix du plaignant en matière de compétence juridictionnelle ne devrait que rarement être contrarié. » Voir Piper Aircraft Co. c. Reyno, 454 US 235, 241 (1981); États-Unis c. Swiss Am. Bank, Ltd, 274 F.3d 610, 635 (1er Cir. 2001). Cela est particulièrement vrai lorsque le plaignant intente une action auprès d'un tribunal de son lieu de résidence. Nowak c. Tak How Invs., 94 F.3d 708, 720 (1er Cir. 1996). La charge de la preuve incombe à la partie qui demande le transfert car il existe une forte présomption en faveur du choix de for du plaignant. Voir Coady, 223 F.3d 11 (citant Gulf Oil, 330 US 508).

II. COMMODITÉ DES PARTIES

Vasarely considère que la tenue du procès en Illinois serait plus commode, au vu de son âge avancé et d'un grave problème de santé qui rend ses déplacements difficiles. (Registre No 24). Vasarely a fourni une note de médecin datée du 26 juin 2002, qui décrit ce problème

comme «chronique», et déclare que ces « patients atteints de ce mal se retrouvent confinés à domicile » périodiquement ; le médecin a toutefois refusé de préciser si Vasarely elle-même avait dû être confinée à domicile périodiquement. (Registre No 25 Annexe 1). Malgré sa réticence à se déplacer à Porto Rico, Vasarely a demandé et obtenu le transfert d'une affaire connexe de l'Illinois à Porto Rico. Ce comportement est incompatible avec la déclaration de Vasarely évoquant un dérangement excessif à se déplacer à Puerto Rico.

III. COMMODITÉ DES TÉMOINS

La commodité des témoins est «probablement le facteur le plus important. » Sousa c. TD Banknorth Ins. Agency, 429 F. Supp. 2d 454, 457 (DNH 2006) (citant Fairview Mach. & Tool Co. c. Oakbrook International, Inc., 56 F. Supp. 2d 134, 141 (D. Mass. 1999)). Est primordiale

la nature ou la tangibilité du témoignage de témoins potentiels ; il ne suffit pas d'indiquer simplement le nombre de témoins qui seront incommodés ou de fournir la liste de leurs noms et adresses ; il appartient à la partie requérant le transfert de démontrer la nature, la substance, ou la tangibilité des témoignages qui seront fournis par les témoins potentiels ou d'indiquer de manière générale ce que ces témoignages sont susceptibles de prouver.

Myers c. Pan Am. World Airways, Inc., 388 F. Supp. 1024, 1025 (RMR 1974) (Références internes omises).

Vasarely a une longue liste de témoins potentiels, dont les plus utiles semblent se situer sur un espace qui s'étend sur l'ensemble des États-Unis continentaux ainsi que sur la France. (Registre No 24 Annexe 1). Ses témoins basés à Chicago pourraient en effet être gênés par la tenue d'un procès à Porto Rico plutôt que dans leur voisinage immédiat, mais le problème de dérangement est moins évident pour plusieurs de ses autres témoins. Vasarely a le mérite d'avoir fourni des détails sur les lieux d'origine de ses témoins et sur ce que leurs témoignages sont susceptibles d'apporter au procès. Id. Rojas, en revanche, n'a nommé que quelques-uns de ses témoins potentiels. (Registre No 22). Il n'a pas précisé leur lieu de résidence mais a laissé entendre que la plupart d'entre eux sont des résidents de Porto Rico. Id.

La charge de la preuve que le transfert facilite la tâche des « témoins » incombe à Vasarely. Cela implique davantage qu'un simple report du dérangement causé à ses propres témoins vers les témoins de Rojas; il incombe à Vasarely de démontrer que le transfert aura

pour effet une nette réduction des inconvénients. Voir Atl. Richfield Co. c. Stearns-Roger, Inc, 379 F. Supp. 869, 871 (DC Pa. 1974) (où le simple report du dérangement des témoins d'une partie vers les témoins de l'autre partie n'a pas satisfait sa charge de la preuve). Bien que les arguments de Vasarely à propos de la commodité des témoins soient plus solides, ils ne sont pas assez convaincants pour renverser la présomption en faveur du choix de for du plaignant.

IV. RÈGLE DU « PREMIER DÉPÔT » ET POSSIBILITÉ D'INSTANCES FAISANT DOUBLE EMPLOI OU DE CONSOLIDATION D'AFFAIRES

Bien que l'économie des ressources judiciaires et des frais des parties soit une préoccupation valable, et que la consolidation des affaires connexes soit susceptible de réduire le temps et l'énergie consacrés à ces problèmes, l'ensemble actuel des litiges ne se prête pas à une consolidation adéquate. Quelle que soit la décision sur la présente Demande, les deux parties vont comparaitre dans les deux juridictions dans le cadre d'affaires connexes. En outre, au cas où deux affaires coïncident, le choix de for du premier plaignant est prioritaire. Voir Codex Corp c. Milcro Elec. Corp, 553 F.2d 735, 737 (1er Cir. 1977). Au vu de la situation des affaires liées à la présente affaire, un transfert de l'affaire Rojas aux tribunaux de l'Illinois n'est aucunement justifié, puisque ladite affaire a été la première dans le temps des quatre actions en justice intentées.

CONCLUSION

Attendu que Vasarely n'est pas en mesure de prouver que le transfert de juridiction éviterait un degré important d'incommodité pour les témoins au procès, ni qu'un procès hors du for choisi serait bien davantage contre son intérêt que contre celui du Plaignant, ni que les ressources judiciaires seraient économisées par la consolidation des affaires, les arguments motivant sa Demande de Changement de Juridiction ne constituent pas une preuve suffisante pour renverser la présomption en faveur du choix de Rojas de porter son action devant le tribunal de son domicile à Porto Rico.

PAR CES MOTIFS

La Demande est **REJETÉE**

A San Juan, Puerto Rico, le 18 août 2010.

S/Jay A. Garcia-Gregory
JAY A. GARCIA-GREGORY
Juge Fédéral